

Trois rassemblements et des échauffourées entre les manifestants et la police à Ben Aknoun

Le ministère de l'Enseignement supérieur négocie avec le Cnes-Ummto



©Zitar
i/Liber
té

Des affrontements ont éclaté, dans la matinée d'hier, entre quelques étudiants et les forces de l'ordre, devant le ministère de l'Enseignement supérieur, à Alger. Selon des informations recueillies après les faits, quatre étudiants en troisième année de la faculté des langues de Béni Messous ont été violemment réprimés par des agents de police alors qu'ils organisaient, avec leurs camarades, un rassemblement devant le siège du ministère, à Ben Aknoun, pour protester contre "un manque de postes en mastère", disent-ils. Les étudiants ont été embarqués dans un véhicule de police avant d'être relâchés.

Il s'agissait, en réalité, d'une coïncidence entre trois rassemblements organisés, le même jour, par différentes parties. Les étudiants de l'université de Béni Messous mais aussi ceux représentant le département des sciences politiques, de l'université Hasnaoua de Tizi Ouzou, en grève depuis trois mois. Ces derniers réclament de meilleures conditions d'études ainsi que la revalorisation de leur diplôme.

Enfin, il y avait également un rassemblement des enseignants-chercheurs de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, affiliés à la section syndicale du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes-Ummto), en débrayage depuis le 11 février dernier. Ces enseignants étaient soutenus par quelques confrères venus d'autres facultés du pays, tous membres du Cnes, ayant répondu à une pétition postée sur le Net par la section de Tizi Ouzou.

Les protestataires s'opposent aussi bien au ministère de l'Enseignement supérieur qu'au bureau national du syndicat qu'ils représentent.

À la demande de la tutelle, cinq représentants des enseignants rassemblés, hier, ont été délégués pour entamer une négociation. Contacté à la fin de la discussion avec le ministre, Sami Hassani, coordinateur du Cnes-Ummto, a indiqué que le syndicat maintenait le plan d'action voté lors de la dernière Assemblée générale, à savoir l'occupation du rectorat de Tizi Ouzou le 11 mars prochain, suivie d'une autre AG. "Nous avons été reçus par le chef de cabinet du ministre. Il y a eu des engagements notamment quant à la prise en charge des problèmes de logement, de carrière et de certains dysfonctionnements constatés dans l'université algérienne et, plus particulièrement, à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou", a-t-il déclaré.

Pour autant, M. Hassani précise que "tant qu'il n'y aura pas de décision claire, envoyée à l'université Mouloud-Mammeri, le mouvement de protestation sera maintenu". S'agissant des désaccords qui opposent la section syndicale de Tizi Ouzou au bureau national du Cnes, le coordinateur a estimé qu'il s'agit là "d'un problème d'ordre organique qui sera réglé par les différentes sections".

Celle de Tizi Ouzou a reçu de nombreux témoignages de soutien. "Beaucoup de sections du Cnes partagent nos positions", a-t-il affirmé. Cependant, M. Hassani espère que "la tutelle va anticiper dans la prise en charge des revendications afin que l'université retrouve un climat de sérénité".

Par ailleurs, le coordinateur de la section Cnes-Ummto tient à relever que "le rassemblement a été empêché par un important cordon de sécurité" et a "fermement condamné" la violence dont ont été victimes les étudiants.

A. H.